



DEMANDE D'AIDE C.C.A.S.

**NOUS RAPPORTER LE DOCUMENT APRES L'AVOIR COMPLETÉ
AINSI QUE TOUTES LES PIECES JUSTIFICATIVES**

Ancienneté sur la Commune :

_____ Date d'arrivée à Guignes

NOM :	PRENOM :
Adresse :	
N° de téléphone fixe :	N° téléphone portable :
@ :	
N° allocataire CAF :	

Célibataire Marié Concubinage Veuf Divorcé Séparé
Date du changement de la situation familiale : _____

COMPOSITION DU FOYER y compris le demandeur

NOM	Prénom	Date de naissance	Lien de parenté	Emploi scolarité
			DEMANDEUR	

MOTIF DE LA DEMANDE (raisons pour lesquelles le budget est déséquilibré) :

PERSPECTIVES D'EVOLUTION (quelles démarches sont engagées pour améliorer la situation – fournir les justificatifs si possible) :

BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS :

Propriétés (Taxes Foncières de tous les biens) :

- Si le demandeur n'est pas propriétaire :

J'atteste sur l'honneur ne pas être propriétaire d'un bien immobilier.

Date et Signature

Épargne (livrets – comptes) :

Autre :

Aide Sollicitée : (*aide alimentaire ; aide financière*)

Aides et Organismes déjà sollicités au cours des 12 derniers mois :

Obligation Alimentaire : les obligés alimentaires au titre de l'article 205 du Code Civil peuvent-ils remplir leur obligation. Si non expliquer pourquoi : (*l'obligation alimentaire est une aide matérielle qui est due à un membre de sa famille (ascendant, descendant) dans le besoin et qui n'est pas en mesure d'assurer sa subsistance*) :

**Demande d'aide financière au C.C.A.S.
Budget MENSUEL**

RESSOURCES (1/12)			CHARGES (1/12)		
		Montant			
				Payées	Reste à payer
Salaires (après prélèvement à la source)	Mme		Loyer charges comprises		
	M. ou autre		Remboursement accès propriété		
Allocations chômage	Mme		Charges de copropriété 1/3		
	M. ou autre		Assurance domicile 1/12		
IJ/maternité			Assurance voiture 1/12		
RSA	Mme		Electricité		
	M. ou autre		Gaz		
Pensions	Mme		Eau		
	M. ou autre		Téléphone fixe /Internet		
AAH			Téléphone portable		
			Taxe d'habitation 1/12		
Prestations familiales			Taxe foncière 1/12		
			Mutuelle Santé		
			Frais de Transport		
			Frais restauration scolaire		
			Accueil de loisirs		
APL ou allocation logement			Frais de garde		
			Pension alimentaire		
Pension alimentaire			Autres		
Autres					
TOTAL			TOTAL		
Reste à vivre			Découvert bancaire :		
			Dettes :		

Commentaires éventuels :

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR POUR TOUTE DEMANDE

(Ces documents doivent dater de moins de TROIS mois **et** concernent TOUTES les personnes vivant au foyer)

- Livret de famille et Carte Nationale d'Identité en cours de validité (originaux et photocopies lisibles)
- ou
- Titre de séjour

RESSOURCES

- Bulletins de salaire des trois derniers mois.
- Justificatif d'inscription et avis de paiement Pôle Emploi.
- Attestation de paiement de la Caisse primaire d'Assurance Maladie pour le versement des indemnités journalières ou de la pension d'invalidité.
- Attestation de paiement de la caisse d'Allocations Familiales pour le versement du RSA, AAH, prestations familiales, Allocation logement, ...
- Bulletin de pension ou retraite.
- Relevés de banque des trois derniers mois de **tous** les comptes *y compris les livrets d'épargne*.

CHARGES

- Quittance de loyer ou attestation d'hébergement
- Bail (location)
- Tableau d'amortissement (accession à la propriété)
- Echancier de crédits
- Plan de surendettement
- Dernier avis d'imposition ou de non-imposition
- Taxe d'habitation, taxe foncière
- Dernières factures ou échancier des charges courantes (eau, électricité, gaz, assurances,...)

AUTRES

- Ordonnance de conciliation (divorce) indiquant le montant de la pension alimentaire
- Dettes(s)
- Certificat de scolarité pour les enfants de plus de 16 ans
- Bilan d'activité et n° d'enregistrement à la Chambre de commerce (pour les commerçants et artisans)

POUR OBLIGATION ALIMENTAIRE, fournir également :

- Biens mobiliers et épargne (livret)
- Surface et valeur des biens immobiliers (pour les propriétaires)

Je reconnais qu'en cas de fausse déclaration des poursuites peuvent être engagées au vu de l'article 441-6 du Code Pénal
(Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu.)

Je certifie exacts les renseignements figurant ci-dessus.

Fait à Guignes, le

NOM ET SIGNATURE du demandeur